

Contribution de Sud Chimie au Grenelle de l'Environnement

A l'occasion de la démarche du Grenelle de l'Environnement SUD CHIMIE souhaite alerter les associations de protection de l'environnement et les pouvoirs publics.

Nous constatons dans les entreprises de la chimie, du pétrole, de la pharmacie une profonde et rapide dégradation des conditions de travail, de sécurité. Cette dégradation s'accompagne parfois de la dégradation des indicateurs environnementaux (rejets aqueux, atmosphériques ..).

A l'origine de cette dégradation, se trouve une course effrénée à la compétitivité sous prétexte de concurrence, que nous estimons contradictoire avec la diminution des risques technologiques et la protection de l'environnement

1. Les politiques drastiques de réduction des coûts de production sont incompatibles avec la sécurité et la protection de l'environnement

Ces politiques se traduisent par des réductions importantes d'effectifs, notamment dans les équipes de fabrication et de maintenance, s'accompagnant souvent de profondes réorganisations des méthodes de travail avec des pertes importantes de maîtrise et de savoir-faire.

L'autre volet de cette politique de réduction des coûts est la réduction continue des moyens de maintenance et des investissements de maintien en état des installations.

Nous considérons qu'il s'agit d'une rupture qualitative avec la période qui a suivi l'adoption des Directives Seveso (et autres) dont la traduction et l'application ont contraint les entreprises à des améliorations significatives des conditions de sécurité et de l'impact environnemental des productions.

Cela a pour conséquence l'augmentation des risques technologiques majeurs et la diminution de l'attention portée aux installations périphériques, notamment celles protégeant le milieu naturel.

⇒ Nous estimons que toutes les suppressions d'emploi et de modifications des organisations du travail dans les sites classés devraient être soumises à autorisation administrative, avec procédure d'enquête publique, sur la base des conclusions d'une expertise indépendante mandatée par le CHSCT.

⇒ Par ailleurs nous considérerons qu'il serait souhaitable que dans le cadre de l'étude des motivations d'un plan de suppression d'emplois l'employeur soit contraint de démontrer que l'application des mesures « sociales » n'aura aucun impact défavorable en matière de sécurité ou d'environnement. Et que l'absence ou l'insuffisance de démonstration conduise à l'annulation des mesures projetées.

2. Avec comme seule préoccupation la rentabilité, de nombreuses productions sont délocalisées sans aucune prise en considération de l'impact environnemental global

Nous constatons depuis plusieurs années une tendance lourde à s'approvisionner en matières premières et intermédiaires de synthèse sur le marché chinois ou indien notamment. Cela s'accompagne fréquemment de fermetures d'unités de production ou de sites en Europe.

La seule motivation de ce changement d'approvisionnement est le coût favorable de ces produits.

1. En matière de produits chimiques, la masse salariale est très secondaire dans la formation du prix. Si ces produits sont moins coûteux, c'est essentiellement parce que les normes de protection de l'environnement et des travailleurs sont beaucoup moins contrai-

gnantes qu'en Europe, voire inexistantes. La pollution de l'air, des cours d'eau et des sols atteint dans ces pays des proportions effrayantes, sans commune mesure avec tout ce que nous avons pu connaître y compris dans les périodes où l'on ne souciait guère de l'écologie (ni d'ailleurs de la vie et de la santé des travailleurs).

2. On ne peut à la fois prétendre se préoccuper du rejet de gaz polluants et/ou à effet de serre et accepter que le transport de matières premières augmente la contribution à l'accroissement de l'effet de serre et la pollution atmosphérique.

Par ailleurs, l'augmentation des distances de transport augmente les risques pour le milieu naturel.

3. Nous constatons de plus que la qualité de ces matières premières n'est souvent pas conforme. En ce qui concerne les matières premières solides, nous avons de nombreux exemples de produits compactés aggravant les conditions de travail (trouble musculo squelettiques), sans préjudice de problèmes éventuels de procédé.

Mais, surtout nous avons des exemples où la qualité chimique défectueuse des produits a été source de risque grave (Un accident sérieux s'est produit dans l'usine ValdePharm suite au changement d'approvisionnement d'une matière première)

A l'heure où s'éveille la conscience que la protection de l'environnement ne peut prendre qu'une dimension planétaire, il serait particulièrement incohérent (pour ne pas dire hypocrite) d'accepter la délocalisation des pollutions : les besoins de l'Europe seraient satisfaits sur la base de la contamination de l'Asie et autres zones en développement.

⇒ Nous proposons que l'importation de produits chimiques en Europe soit soumise à autorisation et limitée aux produits dont il aura pu être apporté la preuve (par l'importateur) qu'ils ont été fabriqués dans des conditions de sécurité, de protection de l'environnement au moins équivalents à celles qui prévalent en Europe.

⇒ Nous proposons que les entreprises importatrices et utilisatrices de produits chimiques soient légalement considérés comme coresponsables des dégâts environnementaux éventuellement provoqués à l'occasion de leur transport.

3. La transparence sur les pratiques réelles des entreprises doit être imposée,

mais elle ne doit pas rester formelle

Nous constatons un décalage important entre les lettres d'intention des entreprises (sous la forme de chartes, engagements de progrès, développement durable, soutenable ...) et la réalité des pratiques.

Les Comités d'Entreprise et CHSCT disposent déjà de moyens de surveillance, de contrôle, ... importants pour autant qu'ils veuillent s'en saisir.

Nous estimons pour notre part que les organisations syndicales et les salariés eux-mêmes, sont les premiers à pouvoir apporter une contribution majeure à la protection de l'environnement., par leur connaissance au quotidien de la situation réelle.

Par contre notre devoir est de dire que cette responsabilité cela est de plus en plus difficile à assumer du fait du climat permanent d'incertitude sur l'avenir (et la survie même) des sites de production. Ce climat étant bien entendu créé et entretenu par les Directions. Dans un tel contexte, le devoir de protection de l'environnement devient de plus en plus difficile à assurer. Chaque problème ouvertement soulevé pouvant devenir un prétexte pour justifier la fermeture d'un atelier, d'un site et sacrifier les emplois.

Les salariés et les organisations syndicales ne pourront réellement assurer leur rôle citoyen de protection de l'environnement que s'ils sont assurés par des dispositifs légaux que leur intervention ne sera pas sanctionnée par des suppressions massives d'emplois.

⇒ Nous proposons d'inscrire dans la loi l'interdiction de tout plan social de fermeture d'atelier ou de site lorsque les organisations syndicales ont apporté par leur éclairage une contribution à la protection de l'environnement (en termes de pollutions ou de risques technologique majeur)

⇒ Nous proposons d'étendre l'information obligatoire régulière des CE et CHSCT aux indicateurs environnementaux, aux incidents ayant eu des conséquences environnementales. Ces informations devraient être transmises aux associations de protection de l'environnement qui pourraient être autorisées à demander des réunions exceptionnelles des Comités d'Entreprises pour entendre les réponses de la Directions sur des incidents particuliers ou des dépassements réguliers des normes de rejet. Un bilan annuel pourrait être présenté à l'occasion d'une réunion extraordinaire du comite extraordinaire en présence des associations de protection de l'environnement. La loi pourrait créer des Commissions Environnement dans les Comités d'Entreprise, avec des moyens à la hauteur des enjeux.

⇒ Nous demandons aux pouvoirs publics d'imposer le respect des règles, notamment les normes de rejets.